

## **Les principales étapes culturelles du concept de politique.**

**Si l'on reste dans le domaine de la société humaine, la politique est l'invention la plus élevée et la plus noble qui ait jamais été conçue.**

Pour comprendre le cheminement qui a conduit à la faiblesse actuelle de la politique, il est utile de remonter dans le temps jusqu'au VIIIe siècle avant J.-C., à l'époque de Rome, Sparte et Athènes. Les habitants de ces villes avaient compris qu'ils pouvaient se passer de rois et avaient intuitivement compris, sans toutefois le codifier, que la politique avait pour tâche fondamentale de limiter le pouvoir et de faire dialoguer, au sein d'une communauté (une polis, un État, etc.), les différents acteurs afin d'identifier une vision d'avenir et des objectifs communs, le tout sans recourir à la violence.

Cette conception de la politique impliquait une limitation du pouvoir et, en effet, les consuls à Rome avaient beaucoup de pouvoir, mais leur mandat ne pouvait durer qu'un an. Au IVe siècle avant J.-C., le philosophe Aristote (tuteur d'Alexandre le Grand) a affirmé que la politique avait pour but de faire le bien. Saint Thomas d'Aquin adoptera plus tard cette vision qui influencera toute la chrétienté.

L'affirmation d'Aristote, qui semble à première vue évidente et positive, place la politique dans un domaine éthique et fait perdre de vue les intuitions fondamentales des Grecs et des Romains.

Malheureusement, cette approche est encore dominante dans la culture occidentale et est précisément la cause de l'extrême faiblesse de la politique. En effet, l'Occident accepte que la politique puisse être une activité exercée par une personne toute sa vie (ce qui est contraire à ce qu'exigerait la limitation du pouvoir dans le temps) et admet qu'une même personne puisse être à la tête de son parti et siéger simultanément au parlement pour légiférer pour tous. Ces deux coutumes ont des conséquences dévastatrices sur l'efficacité de la politique.

### **Pourquoi ?**

Une personne qui fait de la politique son métier tire ses revenus pour faire vivre ses enfants si elle parvient à conserver son siège au fil du temps. La survie de sa famille est liée à ce siège : tout cela génère un lien viscéral. Le fait que cette même personne ait le pouvoir de légiférer pour tous l'amène fatallement à faire des lois qui protègent sa carrière et empêchent le renouvellement. Tout cela conduit à l'exclusion de la vie de l'État tant des citoyens, avec le phénomène de l'abstentionnisme, que d'importantes catégories sociales telles que les associations. Un gaspillage impardonnable d'énergies précieuses.

Dans cette situation, il faut également tenir compte du grand pouvoir des dirigeants du parti qui, grâce à la possibilité de réélire ou non les parlementaires, deviennent les personnes auxquelles l'élu se réfère, reléguant au second plan la résolution des problèmes des citoyens.

Dans ce contexte, il est évident que les institutions phagocytent peu à peu les espaces politiques qui devraient relever de la compétence exclusive des citoyens. De cette manière, les citoyens sont de plus en plus écartés de la gestion de l'État, ce qui nuit gravement au bon fonctionnement des institutions, car il n'existe au minimum aucune entité organisée capable d'exercer un contrôle efficace sur leur action. Le contrôlé et le contrôleur finissent par coïncider.

Une preuve de ce phénomène est la perception commune de la phrase « Ce problème devrait être traité par la politique ». La plupart des gens, en l'entendant, pensent immédiatement aux palais du pouvoir et à leurs occupants qui devraient réfléchir à la solution du problème. Personne ne pense que les citoyens, organisés en entités intermédiaires, les partis, pourraient discuter du problème, trouver des solutions et demander aux élus de leur parti de s'engager à faire des lois pour les résoudre. Tout cela ne se produit pas parce que les partis n'ont jamais existé en ce sens.

## **Qu'est-ce que la politicité institutionnelle et la politicité sociale ?**

### **1) Les deux types de politicité**

Schématiquement, nous pouvons identifier deux types de politicité (nous avons ressenti le besoin de créer un néologisme qui permette de synthétiser une série de concepts).

Le premier est la **politique institutionnelle** exercée dans les institutions prévues par les Constitutions des différents États, telles que le gouvernement et le parlement, où sont prises des décisions contraignantes pour tous.

Le second est la **politicité sociale** qui devrait être exercée par les citoyens et les citoyennes et qui se concrétise par un ensemble de fonctions et d'actions étroitement liées entre elles.

### **2) Qu'est-ce que la politicité sociale ?**

Par « politicité sociale », nous entendons l'ensemble des outils, des actions et des fonctions qui permettent aux citoyens et aux citoyennes d'élaborer des idées et des visions politiques afin d'orienter et de contrôler la politicité institutionnelle dans l'intérêt de la collectivité. **La politicité sociale se développe donc lorsque la société civile dispose d'espaces politiques et d'outils pour se former, échanger, exprimer ses demandes et ses propositions, participer à l'élaboration des programmes électoraux et à la sélection des candidats aux fonctions électives, vérifier et évaluer le travail des élus.**

Il est utile de souligner que les élections ne suffisent pas pour affirmer l'existence d'une politicité sociale, car les élections devraient être le point d'arrivée d'un processus de participation, de confrontation et d'élaboration d'une vision de la société. Sinon, les élections se réduisent à un rituel qui devient une parodie de démocratie.

### **3) Les éléments indispensables à la politicité sociale**

- a) Un système d'information indépendant
- b) Une formation à la « politique » pour les citoyens
- c) L'existence de partis et/ou de formations politiques, entendus comme des associations libres de citoyens/citoyennes pour participer et contribuer aux choix politiques.

#### **4) Pourquoi y a-t-il peu de politicité sociale dans la société actuelle ?**

Partout dans le monde, pour des raisons historiques, les systèmes politiques contemporains ne permettent pas le développement de la politisation sociale, ils la compriment au contraire, car ils permettent l'accumulation du pouvoir entre les mains des mêmes personnes physiques qui prétendent exercer simultanément à la fois la politisation institutionnelle (en tant que parlementaires ou membres de l'exécutif) et la politisation sociale (dans les postes clés du parti). Cette accumulation de rôles est le principal facteur qui annule la politicité sociale : il est donc évident que, pour la faire prospérer, il faut une séparation nette entre la politicité sociale et la politique institutionnelle, sinon les contrôleurs et les contrôlés coïncident, ce qui entraîne un dangereux conflit d'intérêts.

Voici la liste de quelques points critiques relatifs à la situation italienne.

1) C'est la direction du parti qui sélectionne les candidats qui, une fois élus, se sentent « liés » pour leur avenir politique aux partis qui les ont fait élire, tendant ainsi à négliger l'intérêt collectif. Ce système de sélection de la classe politique et administrative, qui privilégie les nominations, sur les listes électorales, dans les organismes publics et dans les sociétés participées, de personnes proches des partis et fidèles aux dirigeants, rend la classe dirigeante du pays asphyxiée et conduit à la propagation progressive du clientélisme et du consociativisme.

2) L'élue a tendance à donner la priorité à sa réélection, ce qui le place en conflit d'intérêts avec sa fonction publique. Ce fait, humain et compréhensible, conduit à :

- a) Une distorsion de la fonction du parti, car celui-ci est utilisé comme un instrument de pouvoir et de promotion personnelle plutôt que comme un instrument de développement de la politicité sociale ;
- b) La dégradation des institutions, car les postes clés sont occupés par des personnes appartenant au parti, la loyauté primant sur la compétence.

3) Les campagnes électorales nécessitent d'importants moyens financiers et médiatiques, qui sont souvent fournis par des groupes de pouvoir qui, bien sûr, demandent ensuite une contrepartie.

Les phénomènes décrits ci-dessus favorisent une imbrication perverse entre le pouvoir politique (politique institutionnelle) et le pouvoir économique et financier, universitaire et médiatique, avec une présence tentaculaire des partis dans tous les aspects de la vie civile, un nivelingement social général et une perte du potentiel que seule une société intellectuellement libre peut exprimer.

#### **La politicité sociale a un besoin vital de forces politiques profondément renouvelées.**

Compte tenu de ce qui précède, nous estimons que : la politique ne peut être assimilée à une profession ordinaire, elle ne peut être exercée à vie au sein des institutions et que, pour résoudre les pathologies actuelles de la politique, un simple renouvellement des personnes (même si elles sont dotées d'une honnêteté et d'une compétence avérées) ne suffit pas, mais que des changements structurels des formes de la politique sont nécessaires. À titre d'exemple : l'impossibilité de cumuler des mandats, une loi sur les partis, une limitation du nombre de mandats, l'interdiction d'abandonner le mandat confié par les électeurs.

C'est pourquoi, pour surmonter les pathologies mises en évidence, il faut également s'engager à développer une action politique et culturelle.

## 5) Pourquoi est-il indispensable de développer la politisation sociale ?

La richesse des ressources intellectuelles de la société risque de ne pas être valorisée en raison du manque de politisation sociale, de sorte que toute la société en souffre parce qu'elle ne parvient pas à penser politiquement ; elle ne produit donc pas les visions communes dont la société a extrêmement besoin pour éviter d'être submergée par des intérêts bien organisés qui n'ont pas pour objectif premier l'intérêt général.

Les nombreuses associations politiques et culturelles qui enrichissent la société civile ne parviennent pas, faute de réglementations et d'espaces adéquats, à établir des relations avec les institutions qui, bien que se déclarant sensibles, sont en fait sourdes aux demandes sociales.

Actuellement, tous les choix politiques sont réalisés uniquement par le secteur institutionnel (politiciens professionnels et appareil bureaucratique) qui, évoluant selon des rapports de pouvoir institutionnels, économiques et sociaux consolidés au fil du temps, ne peut développer une vision politique orientée vers l'intérêt de tous. Cette situation provoque souvent des ruptures systémiques telles que, par exemple, des crises politiques, économiques, environnementales ou des guerres.

La société, marginalisée et dépourvue d'instruments de participation adéquats, n'a d'autre choix que de recourir à des formes de protestation spectaculaires ou de se replier résignée sur sa sphère privée.

## 6) Quelles réformes pour le développement de la politicité sociale ?

### 6.1) Règles relatives aux partis

**Statu quo** : aujourd'hui, chaque parti est dirigé par des personnes qui font également partie des institutions de l'État, ce qui crée un double rôle, un double pouvoir, une grande inefficacité, un contrôle insuffisant et de la corruption. Les listes électorales ne sont pas définies par les citoyens, après avoir évalué et sélectionné les candidats, mais par les appareils des partis. Enfin, il n'y a pas de transparence quant à l'origine du financement des partis.

**Objectif** : Les personnes qui représentent ou dirigent un parti ne peuvent occuper de fonctions électives publiques ou de postes au sein du gouvernement. La réforme des partis doit introduire la démocratie et la participation dans les processus décisionnels internes aux partis ; ceux-ci se verront également attribuer des fonctions publiques afin de devenir des instruments associatifs favorisant la participation des citoyens aux choix politiques.

### 6.2) Réforme de l'école

**Statu quo** : L'école, en général, tend à instruire mais pas à former civiquement. On sort généralement de l'école, quel que soit le niveau, sans savoir comment fonctionnent les institutions, sans avoir les notions de base du droit, sans savoir exercer ses droits et sans avoir les outils pour comprendre le langage de l'administration publique.

**Objectif :** l'école ne doit pas seulement remplir la tâche d'instruire, mais doit former à la citoyenneté active avec un programme national unique afin que chaque personne soit préparée à entrer dans la société en ayant conscience de son rôle : chaque citoyen doit non seulement connaître le fonctionnement des institutions, mais doit être capable d'exercer ses droits et de remplir ses devoirs.

Il serait également très utile d'enseigner la non-violence et en particulier la communication non violente, fondamentale pour parvenir à une capacité généralisée à dialoguer sereinement, à écouter et à respecter son interlocuteur, en apprenant à utiliser la politicité sociale comme un outil pour concilier différentes visions et les transformer en actions et en normes au profit de la collectivité.

### 6.3) Réforme des moyens d'information

**Statu quo :** Aujourd'hui, la plupart des médias, y compris les médias publics, sont contrôlés par des groupes de pouvoir (politiques et économiques) qui influencent fortement l'information. L'Italie se classe au 41e rang selon le classement 2023 de « Reporters sans frontières ».

**Objectif :** un service public libre et pluraliste pour favoriser la pensée critique et la prise de conscience. À cette fin, il sera nécessaire que les opérateurs de l'information publique soient sélectionnés selon des méthodes transparentes, en tenant compte du pluralisme de l'information et en évitant les rentes de situation. À cet égard, le règlement « Media Freedom Act » approuvé le 8 août 2025 par l'Union européenne est important. Le but ultime du système d'information doit être de satisfaire le droit à la connaissance. Il ne suffit pas de mettre les documents et les données à la disposition de tous si les conditions nécessaires à leur utilisation effective ne sont pas créées. L'information doit accompagner les processus évolutifs au nom de notre Constitution et de la démocratie.

En ce qui concerne en particulier le service public de radiodiffusion, nous estimons que les citoyens doivent également jouer un rôle dans le contrôle de la gestion de ce service afin d'en garantir l'indépendance.

## 7) Quel rôle pour les associations, les comités, les groupes et les mouvements

L'approche de la politicité sociale, qui prévoit la création de forces politiques / partis radicalement différents du passé et qui deviennent un véritable pont entre les citoyens et les institutions, favoriserait également une évolution naturelle du rôle des associations, des groupes, des mouvements et des comités. Un changement de mentalité est toutefois nécessaire : il faut en effet dépasser les préjugés à l'égard de la politique et comprendre que celle-ci, si elle était structurée différemment, deviendrait le lieu idéal pour écouter, évaluer et éventuellement mettre en œuvre les propositions de la société civile. Dans un avenir proche, ces organismes pourraient donc apporter une contribution notable à la politicité sociale en collaborant, par exemple, à la définition des programmes politiques et à la désignation des candidats à inscrire sur les listes électorales. Il est important que ces organismes saisissent l'importance et le potentiel de la politicité sociale et décident donc d'en faire partie en s'insérant dans un réseau paritaire qui permettrait des synergies et accélérerait le changement culturel nécessaire pour modifier les formes de la politique dans l'intérêt collectif.

## **8) Réflexions finales.**

La politique et la politicité sociale sont intimement liées à la communication non violente, car grâce à la confrontation et à l'écoute, grâce à l'attention portée à l'autre, la politique peut trouver le meilleur compromis entre les différentes visions des diverses composantes de la société. La violence est la négation de la politique.

Nous soulignons que le développement de la politicité sociale dans la société pourrait entraîner une nette amélioration du fonctionnement des institutions et de la société en général. Nous sommes conscients que la politisation sociale n'est pas la « solution aux problèmes », mais la condition préalable indispensable à leur résolution, car elle permet d'aborder les problèmes complexes générés par les grandes puissances économiques et financières qui gouvernent le monde.

Ce n'est que grâce à la participation et à la croissance civique de tous les citoyens et citoyennes que l'on pourra mieux gérer les phénomènes locaux et mondiaux pour un avenir prospère et pacifique.